

Le budget

Le président suppléant (M. Paproski): Les questions et observations sont maintenant terminées. Le député de Lambton—Middlesex pour le débat. Je pense qu'il a droit à un discours de 10 minutes et à 5 minutes de questions et d'observations.

L'hon. Ralph Ferguson (Lambton—Middlesex): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir prendre part à ce débat, aujourd'hui. Je ne le fais pas avec un sentiment de satisfaction. Lorsque j'examine ce budget, et en dépit du fait qu'on y dit qu'il n'y a pas d'augmentations d'impôt, je suis gêné, comme la plupart des Canadiens j'en suis sûr, par la façon mesquine dont il traite nos anciens combattants.

Au total, 1500 anciens combattants seront touchés par ce budget. Cela va leur coûter 17,3 millions de dollars. Ils devront payer un supplément de 240 \$ par mois en 1990 et 420 \$ par mois en 1991. Par ailleurs, on réduira en plus de 18 millions sur deux ans le budget de nettoyage de printemps et d'entretien des logements pour les anciens combattants. Cela touchera 60 000 anciens combattants visés par le Programme pour l'autonomie des anciens combattants.

Je tiens à rappeler au gouvernement que les anciens combattants ont déjà payé leur juste part lorsqu'ils sont allés se battre au nom de tous les Canadiens.

En 1985, le gouvernement conservateur a doublé leurs frais de pension en les faisant passer à 240 \$ par mois, c'était la première fois qu'on en modifiait le taux depuis le lancement du programme, en 1949. Comme mes électeurs, je trouve inacceptable de réduire de 35 millions de dollars les crédits consentis aux anciens combattants au titre de leur pension, dans le cas de ceux qui sont placés dans des établissements, et au titre des soins de santé et des services à domicile pour les autres. Les anciens combattants se sont sacrifiés pour nous et le gouvernement ne devrait pas les trahir de façon aussi cynique.

Le budget dont nous sommes saisis prévoit également des compressions dans le domaine de l'enseignement postsecondaire et des services de santé, les crédits destinés à ces programmes universels devant être réduits de 22,1 milliards de dollars d'ici à 1995. Ce budget pourrait bien marquer le début de l'érosion systématique de notre régime de soins de santé par le gouvernement fédéral. Les universités seront forcées d'accepter les étudiants en fonction de leurs comptes en banque plutôt que de leurs notes.

Le gouvernement fédéral va rapidement placer l'enseignement postsecondaire hors de la portée de nombreux Canadiens. Selon la Fédération canadienne des étudiants, les compressions annoncées augmenteront les

frais de scolarité de chaque étudiant de 2 000 \$ par année environ.

Une réduction de 423 millions de dollars dans le budget consacré à l'enseignement postsecondaire en 1990-1991 équivaut à fermer l'Université Western Ontario, le Collège Fanshawe et le Collège Lambton pendant près de deux ans. Il faut, enfin, se rappeler que cette compression suit l'annonce faite la semaine dernière d'une réduction de 296 millions de dollars au cours des cinq prochaines années des crédits consacrés au Programme d'emploi d'été des étudiants.

Pour ce qui est de la confiance qu'on peut avoir dans les prévisions du ministre, dans son budget de 1986, il avait prédit un déficit de 12 milliards de dollars pour l'année financière 1990-1991, dans une économie favorable. Or, malgré l'excellente croissance économique que nous connaissons depuis sept ans, le ministre prévoit maintenant un déficit de 28,5 milliards de dollars. Cela équivaut à plus de deux fois ce qu'il prévoyait il y a quatre ans. Et voilà maintenant que le ministre voudrait nous faire croire que le déficit ne sera plus que de 21 milliards en 1992-1993 et de 14 milliards en 1993-1994, malgré les taux d'intérêt les plus élevés en sept ans, 1,3 million de chômeurs de plus et une croissance économique plus faible dans l'ensemble. Voilà pour ses prévisions. Manifestement, le gouvernement trompe les contribuables auxquels il demande une contribution énorme par le biais d'importantes augmentations d'impôts et d'une réduction des services gouvernementaux.

Si pour faire tomber le déficit à moins de 30 milliards de dollars, le ministre ne trouve rien de mieux que d'accroître les dépenses des provinces de 2,5 milliards de dollars au cours des deux prochaines années, il est manifeste qu'il administre mal les deniers publics. Il se contente de faire porter le fardeau aux anciens combattants et aux étudiants ou encore aux provinces, sur lesquelles il se décharge de ses responsabilités.

Nous avons parlé à un bon nombre de reprises de ce qui se passe dans les régions rurales du pays. Je dois m'arrêter là-dessus, aujourd'hui, au cours de ce débat sur le budget. On sait que des compressions ont été effectuées et que des programmes ont été supprimés dans le budget de l'an dernier, et pourtant, rien dans ce budget ne permet d'améliorer les moyens de subsistance des habitants des régions rurales. Étant donné tous les problèmes qui se posent depuis un mois et demi ou deux mois dans ce secteur, il est incroyable que le gouvernement puisse se montrer aussi dur.

• (1240)

Dans le budget de 1989 notamment, on a alourdi de 60 millions de dollars les coûts de la production agricole, réduit de 300 millions plusieurs programmes agricoles en vigueur depuis des années; à lui seul, ce budget aura coûté 1 000 \$ à chaque agriculteur des Prairies. Voici la liste des compressions budgétaires de l'an dernier: 200